

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

CONSULTATION :	24 GH93 15 DRH
OBJET :	Prestation de services de frigos connectés pour les agents des HUPSSD
PROCEDURE :	Accord-cadre sur procédure adaptée soumis aux dispositions de l'article R2123-4 à R2123-7 du code de la commande publique.  Il suit les dispositions des articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique relatives aux accords-cadres à bons de commande
ANNEXE	Annexe 1 - Acceptation du CCAP et CCTP

AVICENNE



125, route de Stalingrad  
93009 Bobigny

JEAN VERDIER



Avenue du 14 juillet,  
93140 BONDY

RENE MURET



Avenue du Dr Schaeffner  
93 270 SEVRAN

*Ce document comprend 20 pages*



**AP-HP.**  
**Hôpitaux universitaires**  
**Paris Seine-Saint-Denis**

# SOMMAIRE

<b>ARTICLE I.</b>	<b>OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES</b>	<b>4</b>
SECTION 1.01	OBJET DE L'ACCORD CADRE	4
SECTION 1.02	DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS	5
SECTION 1.03	DATE D'EFFET ET DUREE DE L'ACCORD CADRE	5
SECTION 1.04	ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE	5
SECTION 1.05	PIECES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE	5
<b>ARTICLE II.</b>	<b>OBLIGATION DU TITULAIRE</b>	<b>6</b>
SECTION 2.01	OBLIGATION DE CONSEIL ET RESPONSABILITE	6
SECTION 2.02	OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE	7
SECTION 2.03	RESPONSABILITE DU TITULAIRE	7
SECTION 2.04	TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	7
(A)	DESCRIPTION DU TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERES PERSONNEL	7
(B)	OBLIGATIONS DU TITULAIRE VIS-A-VIS DE LA PERSONNE PUBLIQUE	8
(C)	INFORMATION DES PERSONNES CONCERNEES ET EXERCICE DES DROITS	8
(D)	NOTIFICATION DES VIOLATIONS DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	9
(E)	AIDE DU TITULAIRE DANS LE CADRE DU RESPECT PAR LA PERSONNE PUBLIQUE DE SES OBLIGATIONS	9
(F)	SORT DES DONNEES	10
(G)	DELEGUE A LA PROTECTION DES DONNEES	10
(H)	REGISTRE DES CATEGORIES D'ACTIVITES DE TRAITEMENT	10
(I)	DOCUMENTATION	10
SECTION 2.05	OPERATIONS DE VERIFICATION	11
<b>ARTICLE III.</b>	<b>CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>11</b>
SECTION 3.01	COMMANDES	11
SECTION 3.02	CONTROLE	11
SECTION 3.03	SUIVI DE L'ACCORD CADRE	11
SECTION 3.04	INSERTION DE FOURNITURES OU PRESTATIONS NOUVELLES	12
<b>ARTICLE IV.</b>	<b>AVANCE</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE V.</b>	<b>PRIX DE L'ACCORD CADRE</b>	<b>12</b>
SECTION 5.01	CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES	12
SECTION 5.02	PRESTATIONS NON PREVUES AU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES (BPU)	12
SECTION 5.03	MODALITES DE VARIATIONS DES PRIX	13
<b>ARTICLE VI.</b>	<b>MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES</b>	<b>13</b>
SECTION 6.01	MODALITES DE FACTURATION ET DE REGLEMENT	13
SECTION 6.02	PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS	14
SECTION 6.03	DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	14
<b>ARTICLE VII.</b>	<b>PENALITES</b>	<b>15</b>
SECTION 7.01	PENALITE POUR TRAVAIL DISSIMULE	16
<b>ARTICLE VIII.</b>	<b>RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE</b>	<b>16</b>

<b>SECTION 8.01</b>	<b>MOTIFS DE RESILIATION</b>	<b>16</b>
<b>SECTION 8.02</b>	<b>RESILIATION PRONONCEE AUX TORTS DU TITULAIRE</b>	<b>16</b>
<b>SECTION 8.03</b>	<b>RESILIATION POUR INEXECUTION NON FAUTIVE</b>	<b>16</b>
<b>SECTION 8.04</b>	<b>RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL</b>	<b>17</b>
<b>SECTION 8.05</b>	<b>INDEMNITE DE RESILIATION</b>	<b>17</b>
<b>SECTION 8.06</b>	<b>RESILIATION EN CAS D'INEXACTITUDE DES DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DEMANDES</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE IX.</b>	<b>EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUE DU TITULAIRE</b>	<b>17</b>
<b>SECTION 9.01</b>	<b>EN CAS DE D'INEXECUTION D'UNE PRESTATION OU DE CARENCE DANS L'APPROVISIONNEMENT EN COURS D'EXECUTION DE L'ACCORD CADRE</b>	<b>17</b>
<b>SECTION 9.02</b>	<b>APRES RESILIATION PRONONCEE AUX TORTS DU TITULAIRE</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE X.</b>	<b>MODIFICATIONS DE L'ACCORD CADRE</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE XI.</b>	<b>PRESTATIONS NON COMPRISES DANS L'ACCORD CADRE</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE XII.</b>	<b>NANTISSEMENT</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE XIII.</b>	<b>ASSURANCES</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE XIV.</b>	<b>CERTIFICATS</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE XV.</b>	<b>DROIT</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE XVI.</b>	<b>DEROGATIONS AU C.C.A.G.</b>	<b>19</b>

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

## Article I. Objet de la consultation - Dispositions générales

### Section 1.01 Objet de l'accord cadre

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent :  
Prestation de services de frigos connectés pour les agents des HUPSSD

#### En solution de base :

- La proposition de prestations alimentaires cuisinées (entrées, plats, desserts), conditionnées individuellement, prêtes à consommer (après une éventuelle réchauffe), dans des frigos connectés (disposant d'une technologie adaptée permettant l'accès des convives aux prestations afin de se servir et la reconnaissance des mets pris par les convives en vue de leur facturation)
- La production (par un ou des laboratoires dont le prestataire dispose ou qu'il missionne et disposant des agréments nécessaires) et la livraison des prestations alimentaires ;
- La mise à disposition des frigos connectés ;
- L'entretien et la maintenance des équipements mis à disposition dans le cadre de la solution de base.

#### En complément, le cas échéant au moyen de bons de commande supplémentaires :

- La mise à disposition des équipements suivants :
- Borne(s) ou meuble(s) de tri sélectif des déchets ;
- L'entretien et la maintenance (préventive et curative) des équipements mis à disposition dans le cadre du BPU,
- Le conseil pour l'implantation des éléments et pour l'aménagement de l'espace de restauration en cas de changement de local.

#### Accord-cadre à bons de commande

Les prestations feront l'objet d'un accord-cadre mono-attributaire passé en application des articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique. Cet accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles. Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

Le montant des prestations à bon de commande pour un an est défini(e) comme suit :

Seuil maximum H.T	10 0000	Euros
-------------------	---------	-------

Le montant est le même pour chaque période de reconduction

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de recours ultérieur à la procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R2122-4 du code de la commande publique.

## Section 1.02 Décomposition en tranches et lots

Il n'est pas prévu de décomposition en lot Il n'est pas prévu de décomposition en lot en application de l'article R2113-2 du code de la commande publique l'allotissement risque de rendre complexe et techniquement difficile l'exécution des prestations.

## Section 1.03 Date d'effet et durée de l'accord cadre

L'accord cadre est conclu pour une période initiale de un (1) an à compter de sa date de notification.

L'accord cadre peut être reconduit trois (3) fois pour une période de un (1) an. Le titulaire de l'accord cadre ne peut refuser sa reconduction. La période de reconduction commence à la date anniversaire de la notification de l'accord cadre.

A défaut de notification de la décision de non reconduction dans les trois (3) mois précédant la date anniversaire, l'accord cadre est réputé reconduit.

## Section 1.04 Accord-cadre à bons de commande

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- la date et le numéro de l'accord cadre ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la quantité des fournitures à livrer ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires.

## Section 1.05 Pièces contractuelles de l'accord-cadre

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (A.E.) et son annexe financière,
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et ses annexes éventuelles
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses annexes éventuelles
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales – Fournitures courantes et services (CCAG-FCS), arrêté du 19 janvier 2009
- L'offre technique et financière du titulaire

**i** Il est précisé que l'ensemble des conditions générales de vente du titulaire ne fait pas partie des documents contractuels.

24 GH93 15 DRH	Prestation de services de frigos connectés pour les agents des HUPSSD	5 / 20
CCAP	Avril 2024	

## Article II. OBLIGATION DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage :

- A respecter une obligation de vigilance sur le cumul des bons de commande qui lui seront adressés. Pour ce faire, le titulaire adressera obligatoirement à la Direction des Services Economiques et Logistiques de l'hôpital, un relevé de ses ventes par type de produit ou de prestation, en lui communiquant toute autre information qui serait utile.
- A veiller à ce que les prestations commandées soient bien référencées dans l'acte d'engagement du présent accord cadre. Dans le cas contraire, il sera fait retour du (des) bon(s) de commande erroné(s) au(x) service(s) émetteur(s).
- A informer sans délai de tout changement de raison sociale, de changement de coordonnées bancaires ou postales, de transfert de tout ou partie de l'accord cadre à un autre fournisseur ou de tout autre événement de même nature intervenant durant la période d'exécution de l'accord cadre. Le titulaire transmettra tout document utile afin que ces changements puissent être pris en compte et que les modifications nécessaires soient réalisées dans les meilleurs délais.
- Dans tous les cas, et quelle qu'en soit la raison, compte tenu de leur nature, le titulaire s'engage à ne pas interrompre ses prestations. En cas de litige, le titulaire en informera sans délai le groupe hospitalier.

En cas de défaillance, les HUPSSD mettront en œuvre une procédure d'achat pour compte auprès d'un autre fournisseur.

- Sous-traitance : Il est interdit au titulaire du présent accord cadre de céder ou sous-traiter tout ou partie de la prestation en cours d'exécution sans y avoir été expressément autorisé par décision du pouvoir adjudicateur.

### Section 2.01 Obligation de conseil et responsabilité

Le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil, d'information et d'alerte de l'acheteur relative aux prestations fournies, notamment en cas de dysfonctionnements constatés dans le cadre de l'exécution des prestations.

Il est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents régissant l'accord-cadre.

Les prestations faisant l'objet du présent accord-cadre doivent être conformes dans tous les domaines aux dispositions édictées en la matière par les lois, décrets et arrêtés et par les textes d'application, soit généraux, soit le cas échéant, spécifiques au produit.

## Section 2.02 Obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents, les connaissances antérieures du représentant du pouvoir adjudicateur et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du présent accord- cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents, connaissances antérieures du représentant du pouvoir adjudicateur ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse du représentant du pouvoir adjudicateur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le représentant du pouvoir adjudicateur pourra demander, à tout moment, au titulaire de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants, cotraitants et fournisseurs

La violation de l'obligation de confidentialité par le Titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du Titulaire. Le Titulaire reconnaît avoir été avisé que toute divulgation d'information confidentielle est soumise aux dispositions de l'article 226-13 du code pénal.

## Section 2.03 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des prestations qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant l'accord-cadre. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

## Section 2.04 Traitement de données à caractère personnel

La présente clause a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire de l'accord-cadre (sous- traitant au sens du RGPD) s'engage à effectuer pour le compte de la personne publique (responsable du traitement) les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données » ou « RGPD ») ainsi que la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles et ses décrets d'application.

### (a) Description du traitement de données à caractères personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de la personne publique et pour la durée du présent accord cadre les données à caractère personnel nécessaires pour exécuter les prestations.

24 GH93 15 DRH	Prestation de services de frigos connectés pour les agents des HUPSSD	7 / 20
CCAP	Avril 2024	

Les données à caractère personnel sont traitées pour les finalités suivantes exclusivement dans le cadre de l'exécution du présent accord cadre.

- Permettre aux convives de bénéficier d'une tarification sociale ;
- Etablir la facturation ;
- Etablir des statistiques.

Les types de données à caractère personnel traitées sont :

- Les données d'identification des convives : matricule, le cas échéant le nom et le prénom.
- Les informations relatives à la tarification sociale applicable;
- Le cas échéant, les informations de contact du convive : adresse électronique ;
- Les informations relatives aux consommations du convive : encaissement, date et heure, tarif appliqué.

Les personnes concernées par les traitements de données personnelles sont les convives des HUPSSD à savoir toutes les personnes pouvant bénéficier de l'offre de restauration sur les sites des HUPSSD, bénéficiant ou non d'une tarification sociale.

Les données personnelles sont conservées par le titulaire pendant la durée de l'accord cadre. A l'expiration de l'accord cadre les données personnelles sont supprimées sauf exception liée au respect d'une obligation légale incombant au titulaire

#### (b) Obligations du titulaire vis-à-vis de la personne publique

Le titulaire s'engage à :

- 1) Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord cadre.
- 2) Ne traiter les données à caractère personnel que sur instruction documentée du responsable du traitement et uniquement pour les seules finalités décrites ci-avant.
- 3) Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent accord-cadre :
  - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité.
  - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
- 4) Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Durant toute la période de validité du présent accord cadre, le titulaire s'engage à respecter la politique en matière de protection des données transmise dans le cadre de son offre, et à informer la personne publique de toute modification de celle-ci, y compris si elles découlent d'évolutions législatives et réglementaires.

#### (c) Information des personnes concernées et exercice des droits

Il appartient à la personne publique d'informer les personnes concernées préalablement à la mise en œuvre des traitements de données à caractère personnel, conformément aux articles 12 à 14 du règlement général sur la protection des données,



Le titulaire doit transmettre aux HUPSSD, dans les soixante-douze heures à compter de leur réception, toute demande d'exercice des droits relative aux traitements de données personnelles concernant les convives et ayant pour finalité le bénéfice d'une tarification spécifique.

#### (d) Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à la personne publique toute violation de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et si possible dans les vingt-quatre heures après en avoir pris connaissance et selon des moyens déterminés conjointement avec la personne publique

Après accord écrit de la personne publique, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente, au nom et pour le compte de la personne publique, les violations de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et si possible dans les soixante-douze heures après en avoir pris connaissance à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que la personne publique propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de la personne publique, le titulaire communique, en son nom et pour son compte, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

#### (e) Aide du titulaire dans le cadre du respect par la personne publique de ses obligations

Le titulaire aide la personne publique :

- pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ;
- pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.
- **Mesures de sécurité**

Le titulaire met en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque conformément à l'article 32 du règlement général sur la protection des données.

Celles-ci sont précisées dans un document transmis dans le cadre de l'offre du titulaire. En particulier, le titulaire :

- Héberge les données personnelles des convives sur des serveurs localisés au sein de l'Union européenne ;
- Chiffre l'ensemble des données personnelles « en base » y compris les mots de passe ;
- Sécurise les accès à la plateforme, application, site, etc. ou toute autre solution numérique mise à disposition des convives et respecte dans ce cadre la Délibération de la CNIL n° 2022-100 du 21 juillet 2022 portant adoption d'une recommandation relative aux mots de passe et autres secrets partagés, et abrogeant la délibération n°2017-012 du 19 janvier 2017.
- S'agissant spécifiquement des paiements en ligne, respecte les exigences de la norme PCI SSC.

#### (f) Sort des données

Au terme de l'exécution du présent marché public, le titulaire supprime toutes les données à caractère personnel. Les Parties conviennent toutefois par exception et sur demande expresse du titulaire à la personne publique qu'il conservera les données personnelles strictement nécessaires pour répondre aux exigences légales auxquelles il serait soumis notamment en matière en matière fiscale.

#### (g) Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à la personne publique le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

En l'absence de désignation d'un délégué à la protection des données, le titulaire désigne une personne chargée d'être le contact de la personne publique pour toutes les questions relatives à la protection des données en lien avec l'exécution du présent marché.

#### (h) Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire tient par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de la personne publique responsable de traitement conformément à l'article 30-2 du RGPD.

Ce registre est tenu selon le modèle et process de suivi transmis dans le cadre de son offre.

#### (i) Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, personne publique, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations (registre des activités de traitements, notification à la CNIL de violation de données personnelles, politique de protection de données personnelles en vigueur, analyse d'impact sur la protection des données personnelles, audit) et pour permettre le cas échéant la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

A défaut de transmission dans un délai de 7 jours par le titulaire à la personne publique de la documentation demandée, celle-ci est susceptible d'appliquer des pénalités dans les conditions prévues au présent CCAP.

### Section 2.05 Opérations de vérification

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, le représentant du pouvoir adjudicateur n'est pas tenu d'aviser le titulaire des jours et heures fixés pour les opérations de vérification.

Les vérifications peuvent porter sur le respect des différentes obligations ou engagements du titulaire dans le cadre de l'exécution des prestations qui lui sont confiées.

Si les opérations de vérification sont négatives, la personne publique prend une décision d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet selon les modalités prévues à l'article 30 du CCAG-FCS.

## Article III.CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations devront être conformes aux stipulations de l'accord cadre (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date de l'accord cadre).

### Section 3.01 Commandes

Les commandes se feront au fur et à mesure des besoins. Elles seront adressées au titulaire par courriel ou par télécopie. Elles comporteront obligatoirement un n° de bon de commande à rappeler sur la facture, ainsi que l'objet détaillé de la commande, les dates, heure et lieu de réalisation des prestations.

La commande mentionnera la référence du devis préalablement accepté, si besoin.

Les émissions de bons de commande pourront intervenir dès le premier jour d'exécution de l'accord cadre afin de permettre une réalisation à la date de début de l'accord cadre.

Si le titulaire de l'accord cadre est situé dans un autre Etat membre de la communauté européenne, tout bon de commande adressé au titulaire de l'accord cadre par les établissements de l'AP-HP sera établi pour un montant hors taxe. Le bon de commande devra faire figurer le numéro individuel d'identification pour les opérations intra-communautaires de l'AP-HP : FR95267500452.

Les bons de commandes ne peuvent être passés dans le délai que pendant la période d'exécution de l'accord cadre.

La durée de validité des bons de commandes ne pourra excéder 3 mois après la fin de l'accord cadre.

Cependant, le délai d'exécution de ces bons peut aller au-delà du terme de l'accord cadre. En conséquence, les commandes passées dans le délai d'exécution de l'accord cadre pourront être exécutées postérieurement au terme de la période de validité de l'accord cadre, dans la limite maximale de trois mois.

### Section 3.02 Contrôle

Les HUPSSD se réservent le droit de contrôler à tout moment la bonne exécution des prestations du titulaire par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée.

### Section 3.03 Suivi de l'accord cadre

Toute non-conformité observée dans la prestation par le réceptionnaire ou autre utilisateur de la prestation donnera lieu à l'émission d'une fiche ou lettre de non-conformité éditée par les HUPSSD et obligatoirement communiquée au titulaire.

Celui-ci est tenu, pendant toute la durée de l'accord-cadre, d'y répondre sous quinzaine, en précisant les mesures correctives qu'il aura prises afin que la non-conformité ne se renouvelle plus.

Au regard du dysfonctionnement lié à la non-conformité observée, de non-réponse aux fiches ou de non amélioration de la prestation, une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution sera envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

### **Section 3.04**      **Insertion de fournitures ou prestations nouvelles**

Les HUPSSD se réservent le droit d'acquérir auprès du titulaire retenu des fournitures ou des prestations de service nouvelles qui ne seraient pas identifiées à ce jour ; elles seront introduites à l'accord cadre par voie d'avenant.

## **Article IV.      AVANCE**

Le titulaire bénéficie de l'avance, sous réserve des conditions visées aux articles R2191-3 à R2191-19 du code de la commande publique. Il peut y renoncer en le mentionnant expressément sur l'acte d'engagement.

## **Article V. PRIX DE L'ACCORD CADRE**

### **Section 5.01**      **Caractéristiques des prix pratiqués**

Les prestations à bon de commande seront réglées par application des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Le nombre de frigos connectés et des autres équipements associés doit pouvoir être ajustés selon les volumes d'activité, comme indiqué au CCTP. Les frais fixes facturés pour la mise à disposition sont ajustés selon le nombre d'équipements mis à disposition et les prix unitaires précisés dans le bordereau de prix. L'installation de nouveaux équipements pourra être demandée avec un délai de prévenance d'une semaine (au minimum). La diminution du nombre d'équipements se fera après un délai de prévenance de 2 semaines minimum. Les éventuels frais d'installation ou de démontage de ces équipements sont inclus aux frais de mise à disposition ou prix de cession.

### **Section 5.02**      **Prestations non prévues au bordereau des prix unitaires (BPU)**

Les prix figurent dans le bordereau des prix unitaires

Toutefois, si en cours d'exécution des besoins directement rattachés à l'objet de l'accord-cadre et non prévus par le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) surviennent, notamment pour l'ajustement des gammes de produits alimentaires proposés aux usagers, le titulaire transmet à la personne publique un devis spécifique établi sur la base du coût unitaire. Ces prix doivent faire l'objet d'un agrément préalable par la personne publique, par tout moyen faisant foi, avant tout commencement d'exécution.

Le montant total des prestations sur devis ne peut excéder 10% du montant total de l'accord cadre.

Afin de suivre ce montant, tous les six (6) mois, le titulaire fournit à la personne désignée par l'administration un état récapitulatif des montants commandés et des montants payés en application du présent accord-cadre. Cet état récapitulatif comprend également le montant global des prestations sur devis (hors BPU) payées en application de l'accord cadre.

### Section 5.03 Modalités de variations des prix

L'accord cadre est conclu à prix ferme durant la 1ère année contractuelle et pourra faire l'objet d'une révision de prix à chaque échéance annuelle selon la formule suivante :

Les prix des frais fixes sont révisés annuellement selon la formule suivante :

$$P = P0 \times (IPPS/IPPS0)$$

où

P = Prix révisé,

P0 = Prix fixé dans l'offre du candidat,

IPPS0 = Valeur de l'indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) - CPF 77.3 - Location et location-bail d'autres machines, équipements et biens - Prix de base - Base 2015 - Données trimestrielles brutes - Identifiant 010545973 au mois M0,

IPPS = Dernière valeur connue de cet indice à la date de calcul de la révision.

Le titulaire de l'accord cadre s'engage à faire parvenir à Cellule des Marchés Publics, par lettre recommandée avec accusé de réception, son nouveau tarif avec un préavis de 1 mois avant la date prévue pour l'application de la révision. Passé ce délai de forclusion, les prix resteront ceux de la période précédente. Les demandes seront à adresser à

Hôpitaux Universitaires Paris Seine Saint Denis  
Cellule des Marchés Publics  
125, route de Stalingrad  
93009 Bobigny

En réponse la cellule des marchés adressera au titulaire de l'accord cadre une lettre d'accord ou de désaccord motivée dans un délai de 15 jours à compter de la date de réception de la demande.

En cas d'accord, la révision prendra effet à la date anniversaire de l'accord cadre.

#### Clause de sauvegarde

Si l'augmentation de prix résultant de la révision est supérieure à 3%, les hôpitaux HUPSSD se réservent la possibilité de résilier l'accord cadre sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

## Article VI. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

### Section 6.01 Modalités de facturation et de règlement

Les prix des prestations figurent dans l'annexe financière (bordereau des prix unitaires – BPU)

La facturation des prestations sera établie et payée mensuellement, au fur et à mesure de l'émission et de l'exécution du bon de commande concerné.

24 GH93 15 DRH	Prestation de services de frigos connectés pour les agents des HUPSSD	13 / 20
CCAP	Avril 2024	

Le paiement est effectué sur une demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire dans le délai global de paiement en vigueur à compter de la présentation de la demande de paiement.

Les prix facturés incluent tous les frais et charges.

## Section 6.02 Présentation des demandes de paiements

La facture devra être, au format dématérialisé, sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Numéro de Siret APHP 267 500 452 01928 et code service en fonction des sites :

- 095 pour Avicenne,
- 032 pour Jean Verdier
- 069 pour René Muret

Les factures en format dématérialisé sont à adresser à l'AP-HP par l'intermédiaire de la solution Chorus Portail Pro. Vous pouvez transmettre vos factures électroniques sur ce portail en utilisant le mode EDI, en saisissant vos données de facturation ou encore en déposant vos fichiers pdf (signé ou non signé) cf. <http://www.economie.gouv.fr/aife/facturation-electronique>

Les factures doivent indiquer :

- nom et adresse du créancier
- n° de son compte bancaire ou de son C.C.P. tel que précisé sur l'acte d'engagement
- les numéros de SIRET ou SIREN et du registre du commerce
- le code APE
- la désignation des prestations réalisées
- le montant hors taxes par article et hors taxes avec remise (si remise proposée)
- le taux et le montant des taxes
- le montant total des prestations réalisées T.T.C.
- les numéros des bons de commande
- le numéro de l'accord cadre
- le nombre de m<sup>2</sup>/zone
- les n° des bons de réception des services et leur date

Les prestations hors accord-cadre devront faire l'objet d'une facturation différente.

Pour les titulaires établis dans un autre Etat membre de la Communauté européenne, la facture est établie pour un montant hors taxe avec le numéro de TVA intra-communautaire AP-HP. Le montant de l'engagement s'entend cependant TTC. Le paiement de la TVA est effectué à l'ordre de Monsieur le Directeur spécialisé des finances de l'AP-HP (code TPGAP K 99194) selon la réglementation en vigueur sur la TVA intra-communautaire.

## Section 6.03 Délai global de paiement

Le délai de paiement prévu aux articles R2192-10 à R2192-11 du code de la commande publique susvisé est celui qui s'impose à l'acheteur en application du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le Comptable assignataire des paiements est : Monsieur le Directeur spécialisé des finances publiques de l'Assistance Publique à Paris

Le délai maximum de paiement est de 50 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement. Le taux appliqué est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de de huit points.

## Article VII. PENALITES

En cas de manquement à une des obligations contractuelles, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité par manquement constaté en dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS.

Le montant des pénalités vient en déduction de la facture correspondant au mois de l'infraction après transmission par les HUPSSD du montant des pénalités ou fait l'objet de l'émission d'un titre de recette.

Quel que soit le montant des pénalités et sur décision du représentant du pouvoir adjudicateur, ce dernier se réserve la possibilité de renoncer à la mise en œuvre de tout ou partie des pénalités précitées.

L'application de pénalités prévues au paragraphe ci-après n'empêche aucunement une résiliation pour faute du titulaire conformément aux dispositions de l'article 41 du CCAG-FCS. Il est précisé que les pénalités ne se substituent pas aux dommages et intérêts auxquels peut prétendre le pouvoir adjudicateur en réparation de dommages ou préjudices qu'il a subis.

L'application de pénalités ne dispense pas le titulaire de l'exécution des prestations qui lui sont confiées.

Les pénalités sont les suivantes :

Infraction constatée	Pénalité
Non-respect des engagements et obligations en matière d'étendue des gammes et de variété des offres	200 € par jour ouvré concerné par le non-respect
Non-respect des engagements en matière de recours à des produits durables et de qualité au sens de la loi EGalim	200 € par point d'écart entre le taux constaté et le taux sur lequel le prestataire s'est engagé (sur une période annuelle)
Proposition à la vente de produits en DLC dépassée	25 € par produit (au sens de portion) présenté dont la DLC est dépassée
Non-respect des obligations de disponibilité de l'offre et du délai de maintenance en cas de panne	25 € par heure de retard (dans une limite de 24h) puis 200 € par jour calendaire
Non-respect des obligations en matière d'affichage des tarifs et autres informations réglementaires (allergènes, origine des viandes)	50 € par jour ouvré concerné par le non-respect

Entretien insuffisant des équipements mis à disposition	100 € par jour ouvré concerné par le défaut
Non-respect des règles d'hygiène applicables au vu de la réglementation sanitaire	100 € par jour ouvré concerné par le non-respect
Retard dans la transmission des éléments de reporting	25 € par jour ouvré de retard
Non-respect de l'obligation de transmettre la documentation relative à la protection des données personnelles (registre des activités de traitements, notification à la CNIL de violation de données personnelles, politique de protection de données personnelles en vigueur, analyse d'impact sur la protection des données personnelles, audit) mentionnée à l'article 5-5 du CCAP	50 € par jour ouvré de retard

 Le montant des pénalités pouvant être infligées à l'entreprise n'est pas plafonné.

### Section 7.01 Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## Article VIII. RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

### Section 8.01 Motifs de résiliation

Le Pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution de l'accord cadre à tout moment, dans les conditions prévues aux articles 29 à 36 du CCAG-FCS.

### Section 8.02 Résiliation prononcée aux torts du titulaire

Conformément aux articles 32 et 36 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour faute, les HUPSSD se réservent le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

### Section 8.03 Résiliation pour inexécution non fautive

Si des circonstances extérieures aux parties rendent inexécutable le contrat, le pouvoir adjudicateur peut prononcer la résiliation de ce dernier. En complément des cas prévus à l'article 31 du CCAG-FCS, le Pouvoir adjudicateur pourra également mettre fin à l'accord cadre pour perte d'objet de l'accord cadre ou lorsque le titulaire ne sera plus dans la capacité de fournir les fournitures ou prestations.



#### **Section 8.04**      Résiliation pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra à titre aucune indemnisation.

En complément de l'article 33 du CCAG, le pouvoir adjudicateur peut également résilier, sans indemnité, l'accord cadre pour tout motif d'intérêt général, notamment en cas d'abandon du projet lié à l'accord cadre, ainsi que pour des considérations s'attachant à l'organisation et au fonctionnement du service public hospitalier.

#### **Section 8.05**      Indemnité de résiliation

La résiliation prononcée en application des articles 30 à 32 du CCAG-FCS n'ouvrent pas droit à indemnité.

#### **Section 8.06**      Résiliation en cas d'inexactitude des documents et renseignements demandés

Concernant l'accord cadre, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles aux articles R2143-3 et R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R2143-8 de code de la commande publique, il sera résilié aux torts du titulaire.

### **Article IX.      EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUE DU TITULAIRE**

#### **Section 9.01**      En cas de d'inexécution d'une prestation ou de carence dans l'approvisionnement en cours d'exécution de l'accord cadre

En cas d'inexécution d'une prestation ou de carence dans l'approvisionnement en qualité ou en quantité par le titulaire dans les délais, les HUPSSD pourront en outre faire procéder par un tiers à l'exécution de ladite prestation ou s'approvisionner auprès du fournisseur de son choix aux frais et risques du titulaire conformément à l'article 46 du C.C.A.G.- F.C.S.

En cas de différence de prix au détriment de l'établissement, celle-ci sera imputée d'office sur le montant du plus prochain paiement effectué au profit du titulaire.

Dans ce cas, le titulaire de l'accord cadre est tenu d'informer par écrit le pouvoir adjudicateur de la date de reprise de l'exécution : à défaut, l'établissement ne pourra être tenu pour responsable d'un prolongement de l'exécution de l'accord cadre auprès d'un tiers fournisseur, et le titulaire de l'accord cadre en supportera les conséquences financières.

#### **Section 9.02**      Après résiliation prononcée aux torts du titulaire

Conformément aux articles 32 et 36 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour faute, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

## Article X. MODIFICATIONS DE L'ACCORD CADRE

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent cahier des clauses particulières dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles références à l'accord cadre,
- En cas d'évolution du périmètre d'exécution de l'accord cadre par adjonction de groupes hospitaliers ou d'établissements non bénéficiaires initialement,
- En cas d'évolution importante du coût des matières premières ayant des conséquences importantes sur l'équilibre financier de l'accord cadre.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du représentant du pouvoir adjudicateur ou sur demande justifiée du titulaire de l'accord cadre. La demande devra parvenir au représentant du pouvoir adjudicateur par LRAR.

## Article XI. PRESTATIONS NON COMPRISES DANS L'ACCORD CADRE

Conformément à l'article R2194-2 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur pourra en cas de prestations ne figurant pas dans cet accord cadre, mais dont l'exécution est devenue nécessaire à la suite d'une circonstance imprévue, avoir recours à une modification de l'accord cadre.

## Article XII. NANTISSEMENT

L'accord cadre peut faire l'objet d'un nantissement dans les conditions prévues aux articles R2191-46 à R2191-62 du code de la commande publique.

## Article XIII. ASSURANCES

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un marché d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## Article XIV. CERTIFICATS

Le titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution de l'accord cadre, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que les HUPSSD n'en fassent la demande express, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord cadre. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

Pour ce faire, les HUPSSD recourt à une plateforme sur laquelle les titulaires de l'accord cadre devront obligatoirement se créer un compte dès l'attribution de l'accord cadre, puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées à l'attribution.

## Article XV. DROIT

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations, qui pourraient subvenir entre les HUPSSD et le titulaire de l'accord cadre, ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée, des prestations à effectuer.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative.

*Tribunal administratif de Paris 7, rue de Jouy 75181 Paris cedex 04.*

*Téléphone : 01 44 59 44 00, Télécopie : 01 44 59 46 46.*

*E-mail : greffe.ta-paris@juradm.fr*

## Article XVI. DEROGATIONS AU C.C.A.G.

Les dérogations aux C.C.A.G.- F.C.S., explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

Articles du présent CCAP	Articles du C.C.A.G.- F.C.S. auxquels il est dérogé	Objet
Articles 9.1 et 9.2	Article 14.1 du C.C.A.G.- F.C.S.	Pénalités
Alinéa 1 de Les articles 10.4	Article 33 du C.C.A.G.- F.C.S.	Indemnité de résiliation



**AP-HP.**  
**Hôpitaux universitaires**  
**Paris Seine-Saint-Denis**

Hôpitaux Universitaires de Paris Seine Saint Denis | Cellules des marchés | 125, rue de Stalingrad | 93009  
Bobigny | 01.48.95.57.22 | [avc-cellule.marches@aphp.fr](mailto:avc-cellule.marches@aphp.fr)

# ACCEPTATION DU CCAP ET DU CCTP

---

CONSULTATION : 24 GH93 15 DRH

---

OBJET : Prestation de services de frigos connectés pour les agents des HUPSSD

---

PROCEDURE : Accord-cadre sur procédure adaptée soumis aux dispositions de l'article R2123-4 à R2123-7 du code de la commande publique.

Il suit les dispositions des articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique relatives aux accords-cadres à bons de commande

---

Je soussigné(e) .....<sup>1</sup> atteste pour le compte de la société  
..... avoir pris connaissance et accepter les conditions des Cahier Des Clauses  
Administratives et techniques.

A ..... le.....

Signature et cachet de la société

---

<sup>1</sup> Nom et qualité de la personne qui engage la société au même titre que l'acte d'engagement

24 GH93 15 DRH	Prestation de services de frigos connectés pour les agents des HUPSSD	20 / 20
CCAP	Avril 2024	